

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
2
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CHAINE DE COMMANDEMENT – EVOLUTION PARTIELLE DE
L'ORGANISATION - OFFICIERS SUPERVISEURS CODIS**

Le 28 juin 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléant

M. Eric BLOND.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Stéphane JARLÉGAND, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Conformément aux objectifs fixés par la feuille de route 2018-2020 du Président au Directeur départemental, le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) doit poursuivre sa modernisation en redéfinissant son organisation territoriale et fonctionnelle, mais également en maîtrisant son modèle opérationnel.

A ce titre, le Sdis a lancé une réflexion d'évaluation de ce dernier, notamment sur l'organisation et le fonctionnement de la chaîne de commandement. Cette réflexion s'inscrit dans le plan d'action de l'axe stratégique « Garantir un service public de qualité sur le territoire à coût maîtrisé » fléché dans la politique « Sociétale ».

Ce travail mené depuis plusieurs mois intègre une démarche participative des acteurs de la chaîne de commandement où chaque niveau de commandement est représenté.

Aujourd'hui, l'avancement de la réflexion nous permet de proposer une première étape consistant en une évolution partielle relative à l'organisation et au fonctionnement des officiers superviseurs CODIS.

Proposition d'évolution partielle relative aux officiers superviseurs CODIS :

Le modèle actuel ne permet pas de répondre aux exigences attendues par le service à savoir, la continuité de la qualité de la réponse opérationnelle.

L'évolution multifactorielle de l'environnement du poste de travail comme, l'organisation spatiale au sein de la structure (salles CTA, CODIS, salle de crise,...), l'évolution permanente du RO nécessitant un ajustement régulier des connaissances (consignes et procédures,...), le manque d'homogénéité de réponse dans le cadre de la gestion opérationnelle ressenti par les acteurs de terrain, (intervenants, partenaires, autorités) sont autant d'éléments conduisant à ajuster le modèle existant.

Sans remettre en cause la compétence et la motivation des cadres qui assurent jusqu'à présent cette fonction, il relève de la responsabilité du service de réunir toutes les conditions permettant de répondre à cette exigence.

Ainsi, la proposition d'évolution organisationnelle est construite sur la base des critères suivants :

- *répondre à l'exigence attendue au regard de la fonction d'officier superviseur CTA/CODIS en s'appuyant sur un concept d'une ressource limitée assurant la fonction de manière régulière et continue,*
- *recentrer les officiers des centres sur leur fonction principale.*

Ainsi, le futur dispositif se base sur les principes suivants à effectif constant :

Modalités d'organisation et de fonctionnement

- **Une ressource limitée**
 - de six officiers superviseur affectés au CODIS sous l'autorité hiérarchique du chef

de centre CODIS.

- **Un profil**

- Lieutenant de 1^{ère} classe à Capitaine,
- 2 ans minimum de chef de groupe (liste opérationnelle).

- **Un régime de travail mixte : garde et service hors rang (SHR)**

- 61 gardes de 24h00,
- 76 jours en service hors rang,
- 9 semaines d'astreinte « renfort CODIS ».

- **Un régime indemnitaire**

- IFTS de fonction égale à 3,
- IFTS possible pour l'astreinte « renfort CODIS » égale à 2,
- IFTS de garde égale à 1.

La fonction d'officier superviseur sera un prérequis pour les officiers souhaitant évoluer sur des fonctions de chefferie de centre (Chef de centre, adjoint chef de centre).

Si ce projet retient votre approbation, le processus de mise en œuvre pourra s'inscrire selon la temporalité suivante :

- juillet : mise à la vacance de postes,
- mi-septembre : jury de recrutement,
- dernier trimestre : formation initiale « Officier superviseur CODIS »,
- modification quatrième alinéa annexe 7 du règlement intérieur relatif au régime de travail des officiers superviseurs CODIS,
- 1^{er} janvier 2019 : mise en œuvre.

*

* *

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 14 juin 2018,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 14 juin 2018,
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours a rendu un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 25 juin 2018.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER